

# L'Afrique

**Christian Bardot, Julien Favre, Bruno Jégou, Frank Paris,  
Amandine Toutou**

ISBN : 978-2-7440-7347-2

---

## Chapitre 10 – L'Afrique et le monde : géopolitique intercontinentale

### **Les éléments essentiels pour l'oral**

#### ***La France et l'Afrique après les indépendances : néocolonialisme ou coopération ?***

Le néocolonialisme français a été le plus abouti de tous. Définie par le général de Gaulle au moment des indépendances, structurée par des réseaux secrets, pilotée pour l'Élysée par Jacques Foccart pendant de longues années, la coopération franco-africaine était à la fois un système de partenariat généralisé et une relation privilégiée entre dirigeants français et africains. Les spécificités du système français reposaient sur l'importance de l'aide publique au développement (la plus élevée d'Europe, fortement orientée vers l'Afrique), le grand nombre de coopérants (techniciens, enseignants,...) chargés d'accompagner les projets de développement, la mise en place d'une union monétaire autour d'une monnaie commune, le franc CFA, la promotion de la francophonie. Partie essentielle de l'espace francophone, l'Afrique noire est insérée dans le réseau des Alliances françaises et des lycées français à l'étranger ; l'Institut de recherche pour le développement (ex-ORSTOM) finance des recherches pluridisciplinaires et appliquées. Réciproquement, les gouvernants africains s'attendaient à bénéficier d'un soutien politique sans faille, y compris contre les diverses rébellions : les interventions répétées au Tchad, par exemple contre l'invasion libyenne en 1986 (opération Épervier), ou encore l'aide au Rwanda en témoignent. Les interventions militaires françaises servaient également à protéger les ressortissants français en cas de crise locale, comme dans le cas de l'intervention franco-belge sur Kolwezi en 1978 ou l'opération Licorne en Côte d'Ivoire.

Cependant, la relation entre la France et l'Afrique est en crise. La rupture a été initiée dès 1990 par le discours du président F. Mitterrand à La Baule (officiellement, l'aide est désormais conditionnée à la démocratisation), puis en 1994 par la dévaluation du franc CFA de 50 %, vécue comme un appauvrissement par les populations, et par l'intervention controversée de la France au Rwanda (opération Turquoise). Elle a été consommée par la gestion de la crise ivoirienne, présentée à l'opinion africaine par le président L. Gbagbo comme une intolérable ingérence. Dans ce contexte, les interventions militaires françaises en Afrique apparaissent comme la survivance d'une époque révolue. De même, le discours prononcé en juillet 2007 à Dakar par le président de la République N. Sarkozy et les réactions souvent hostiles qu'il a suscitées à travers le continent témoignent de la difficulté à redéfinir la politique africaine de la France.

Des pistes sont toutefois tracées. L'Organisation internationale de la francophonie entend contribuer à la réalisation des objectifs du millénaire. Une partie des élites africaines voit dans cet ensemble un point d'appui qui permet d'équilibrer les influences états-uniennes ou celles des institutions financières mondiales. La coopération militaire reste importante, illustrée par exemple par la présence de milliers de soldats français à Djibouti pour contrôler la Corne de l'Afrique et sur d'autres bases en Afrique de l'Ouest et du Centre. Sans renoncer à prêter une attention particulière aux affaires africaines, Paris s'efforce aujourd'hui d'inscrire son action dans un cadre européen : ce fut le cas en 2008 au Tchad ou au Darfour.